

Samir Amin

Rev. 2 :

L'ambition démesurée et criminelle des Etats Unis :

Le contrôle militaire de la planète

Dès les années 1980, alors que s'annonce l'effondrement du système soviétique, se dessine une option hégémoniste qui gagne l'ensemble de la classe dirigeante des Etats Unis. Emportés par le vertige de leur puissance armée, désormais sans concurrent, les Etats Unis choisissent d'affirmer leur domination d'abord par le déploiement d'une stratégie strictement militaire de « contrôle de la planète » .

La stratégie politique d'accompagnement du projet en prépare les prétextes, qu'il s'agisse du terrorisme, de la lutte contre le trafic des narcotiques ou de l'accusation de production d'armes de destruction massive.

La « guerre préventive » formulée désormais comme un « droit » que Washington se réserve d'invoquer, abolit d'emblée tout droit international. La Charte des Nations Unies interdit le recours à la guerre, sauf dans le cas de légitime défense ; et soumet sa propre intervention militaire éventuelle à des conditions sévères, la riposte devant être mesurée et provisoire. Tous les juristes savent que les guerres entreprises depuis 1990 sont parfaitement illégitimes et donc qu'en principe ceux qui en ont pris la responsabilité sont des criminels de guerre. Les Nations Unies sont déjà traitées par les Etats Unis, mais avec la complicité des autres, comme le fut naguère la SDN par les Etats fascistes.

L'abolition du droit des peuples, déjà consommée, substitue au principe de leur égalité celui de la distinction entre un « Herrenvolk » (le peuple des Etats Unis, accessoirement celui d'Israël) qui a le droit de conquérir « l'espace vital » qu'il juge nécessaire et les autres, dont l'existence même n'est tolérable que si elle ne constitue pas une « menace » pour le déploiement des projets de ceux appelés à être les « maîtres du monde ». Nous sommes donc tous devenus, aux yeux de l'establishment de Washington, des « Peaux Rouges », c'est à dire des peuples qui n'ont droit à l'existence que dans la mesure où ils ne gênent pas l'expansion du capital transnational des Etats Unis.

Quels sont donc ces intérêts « nationaux » que la classe dirigeante des Etats Unis se réserve le droit d'invoquer comme bon lui semble ? A vrai dire cette classe ne se reconnaît que dans un seul objectif – « faire de l'argent » - l'Etat nord américain s'étant ouvertement mis au service prioritaire de la satisfaction des exigences du segment dominant du capital constitué par les transnationales des Etats Unis.

Ce projet est certainement impérialiste au sens le plus brutal, car il ne s'agit pas de gérer l'ensemble des sociétés de la planète, pour les intégrer dans un système capitaliste cohérent, mais seulement de piller leurs ressources. La réduction de la pensée sociale aux axiomes de base de l'économie vulgaire, renforcée par la mise à la disposition de celui-ci des moyens militaires qu'on connaît sont responsables de cette dérive barbare que le capitalisme porte en lui, dès lors qu'il s'est débarrassé de tout système de valeurs humaines auquel il a substitué les exigences exclusives de la soumission aux prétendues lois du marché. Par l'histoire de sa

formation le capitalisme nord américain se prêtait à cette réduction mieux encore que celui des sociétés européennes. Car l'Etat américain et sa vision politique ont été façonnés pour servir l'économie et rien d'autre, abolissant par là même le rapport contradictoire et dialectique économie/politique. Le génocide des Indiens, l'esclavage des Noirs, la succession de vagues des migrations substituant la confrontation des groupes partageant de prétendues identités communautaires (manipulées par la classe dirigeante) à la maturation de la conscience de classe, ont produit une gestion politique de la société par un parti unique du capital, dont les deux segments partagent les mêmes visions stratégiques globales, se partageant la tâche par leurs rhétoriques propres à l'adresse de chacune des « constituencies » de la petite moitié de la société qui croit suffisamment au système pour se donner la peine d'aller voter. Privée de la tradition par laquelle les partis ouvriers sociaux démocrates et communistes ont marqué la formation de la culture politique européenne moderne, la société américaine ne dispose pas des instruments idéologiques qui lui permettraient de résister à la dictature sans contre poids du capital.

S'il doit se déployer pendant encore un certain temps ce projet ne pourra générer qu'un chaos grandissant appelant une gestion de plus en plus brutale au coup par coup, sans vision stratégique de long terme. A la limite Washington ne cherchera plus à renforcer des alliés véritables, ce qui impose toujours savoir faire des concessions. Des gouvernements fantoches, comme celui de Karzai en Afghanistan, font mieux l'affaire tant que le délire de la puissance militaire permet de croire à « l'invincibilité » des Etats Unis. Hitler ne pensait pas autrement.

L'opinion générale la plus courante, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

L'examen des réalités économiques infirme cette opinion. Le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficace du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 450 en 2000. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. Même l'excédent dont bénéficiaient les Etats Unis dans le domaine des biens de haute technologie, qui était de 35 milliards en 1990, a désormais laissé la place à un déficit. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. « Les Etats Unis dépendent pour 10 % de leur consommation industrielle des biens dont l'importation n'est pas couverte par des exportations de produits nationaux » (E. Todd, Après l'Empire, p. 80).

Le monde produit, les Etats Unis consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis

en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements largement imposées à des alliés subalternes, recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, motif réel des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

Le conflit prometteur se situe sur un autre terrain. Celui des cultures politiques. En Europe une alternative de gauche demeure toujours possible. Cette alternative imposerait simultanément une rupture avec le néo-libéralisme, comme avec l'alignement sur les stratégies politiques des Etats Unis. Le surplus de capitaux que l'Europe se contente jusqu'à ce jour à « placer » aux Etats Unis pourrait alors être affecté à une relance économique et sociale, à défaut de quoi celle-ci restera impossible. Mais dès lors que l'Europe choisirait, par ce moyen, de donner la priorité à son essor économique et social, la santé artificielle de l'économie des Etats Unis s'effondrerait et la classe dirigeante américaine serait confrontée à ces propres problèmes sociaux. Voilà pourquoi « l'Europe sera de gauche ou ne sera pas ».

Les causes qui sont à l'origine de l'affaiblissement du système productif des Etats Unis sont complexes. Mais elles sont structurelles. La médiocrité des systèmes de l'enseignement général et de la formation, produit d'un préjugé tenace favorisant systématiquement le « privé » au détriment du service public, est l'une des raisons majeures de la crise profonde que traverse la société des Etats Unis.

L'option militariste des Etats Unis menace tous les peuples. Elle procède de la même logique qui fut naguère celle d'Adolf Hitler : modifier par la violence militaire les rapports économiques et sociaux en faveur du « Herrenfolk » du jour. Cette option, en s'imposant au devant de la scène, surdétermine toutes les conjonctures politiques, car la poursuite du déploiement de ce projet fragiliserait à l'extrême toutes les avancées que les peuples pourraient obtenir par leurs luttes sociales et démocratiques. Mettre en échec le projet militariste des Etats Unis devient alors la tâche première, la responsabilité majeure pour tous. Sans doute un certain nombre de gouvernements du tiers monde sont-ils odieux. Mais la route vers la démocratisation nécessaire ne passe sûrement pas par leur substitution par des régimes fantoches venus dans les fourgons de l'envahisseur, livrant les ressources de leur pays au pillage des transnationales américaines.

Le combat pour mettre en échec le projet des Etats Unis est certainement multiforme. Il comporte ses aspects diplomatiques (défendre le droit international), militaires (le réarmement de tous les pays du monde pour faire face aux agressions projetées par Washington s'impose – ne jamais oublier que les Etats Unis ont utilisé les armes nucléaires quand ils en avaient le monopole et y ont renoncé pendant le temps où ils ne l'avaient plus) et politiques (notamment

pour ce qui concerne la construction européenne et la reconstruction d'un front des Non Alignés).

Le combat contre l'impérialisme des Etats Unis et son option militariste est celui de tous les peuples , de ses victimes majeures d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des peuples européens et japonais condamnés à la subordination, mais tout également du peuple nord américain. Saluons ici le courage de tous ceux qui « au cœur de la bête », refusent de se soumettre comme leurs prédécesseurs ont refusé de céder au Mac Carthisme des années 1950. Comme ceux qui ont osé résister à Hitler ils ont conquis tous les titres de noblesse que l'histoire peut décerner. La classe dominante des Etats Unis sera-t-elle capable de revenir sur le projet criminel auquel elle s'est ralliée ? Question à laquelle il n'est pas facile de répondre. Evidemment quelques échecs politiques, diplomatiques, et peut être même militaires, pourraient encourager les minorités qui, au sein de l'establishment des Etats Unis, accepteraient de renoncer aux aventures militaires dans lesquelles leur pays s'est engagé.

S'ils avaient réagi en 1935 ou 1937, les Européens seraient parvenus à arrêter le délire hitlérien. En réagissant seulement en Septembre 1939, ils se sont infligés les dizaines de millions de victimes. Agissons pour que face au défi des néo-nazis de Washington, la riposte soit plus précoce.